

M. BRODEUR : Il n'y a pas de différence dans la responsabilité que le Canada assume.

M. FISHER : Non, il n'y en a pas ni pour le Canada ni pour le Japon. Je donne ces renseignements afin que la Chambre connaisse exactement les faits. Ils diffèrent un peu de ceux que mon honorable ami a exposés il y a quelques instants.

M. R. L. BORDEN : L'honorable ministre n'a pas expliqué pourquoi le Gouvernement avait modifié ses vues au sujet des raisons qui en premier lieu l'ont empêché d'adhérer au traité.

M. FISHER : Parce que cette question a été réglée il y a longtemps. Lorsque nous avons accordé un traitement privilégié à l'Angleterre et lorsque les traités belges et allemands ont été dénoncés, la question de l'application de la clause de la nation la plus favorisée au Canada se trouvait virtuellement réglée et il n'y avait plus de doute à avoir.

M. R. L. BORDEN : Longtemps après la dénonciation des traités belge et allemand le Canada n'aurait-il pas pu adhérer au traité anglo-japonais ?

M. FISHER : Non, nous ne le pouvons pas depuis le mois d'août 1897. Le délai expirait à cette date et il fallait entamer de nouvelles négociations.

M. STOCKTON : L'honorable ministre n'a-t-il pas dit que la population du Canada ne portait pas d'intérêt à la préférence commerciale entre la mère patrie et ses colonies ? Si c'est cela qu'il a dit, ne sait-il pas qu'il y a deux ans la législature du Nouveau-Brunswick a adopté unanimement une résolution en faveur de telles relations commerciales ?

M. FISHER : Je ne crois pas avoir dit cela. J'ai dit que les cultivateurs du Canada s'inquiétaient peu d'avoir sur les marchés de la mère patrie une préférence pour leurs produits alimentaires parce qu'ils avaient déjà tout ce qu'ils voulaient. Ils vendent tous leurs produits en Angleterre profitablement, et sont tellement occupés au travail de production qu'ils ne s'inquiètent pas de la façon dont ils sont vendus en Angleterre.

M. W. F. McCLEAN : Si l'honorable ministre croit que les cultivateurs canadiens s'occupent si peu d'obtenir tout ce qu'il leur est possible d'obtenir sur le marché anglais, et de profiter de tous les avantages de la préférence, pourquoi a-t-il durant les derniers six mois aboli les privilèges d'entrepôt en vertu desquels les établissements de salaison canadiens importaient dans le pays des porcs des Etats-Unis, les abattaient et les vendaient en Angleterre comme des porcs du Canada ?

M. FISHER.

M. FISHER : Si l'honorable député veut une réponse je crois pouvoir la lui donner.

M. W. F. McCLEAN : Lorsque l'honorable ministre dit que les cultivateurs de ce pays ne s'inquiètent pas au sujet du marché anglais et ne désirent pas y obtenir tous les avantages possibles, il donne par sa propre conduite le démenti à ses paroles, parce qu'il a aboli le privilège d'entrepôt afin de donner aux producteurs canadiens tous les avantages du marché anglais.

Je désire, monsieur l'Orateur, discuter pendant quelques instants l'adresse en réponse au discours du trône qui a été proposée cet après-midi et comme c'est l'ouverture de la session, je saisis cette occasion, voyant que personne ne l'a fait avant moi, de souhaiter la bienvenue à l'honorable membre qui vient d'être élu dans Maison-neuve comme représentant du parti ouvrier dans cette Chambre. Il est temps que les ouvriers songent à envoyer un plus grand nombre de leurs représentants dans le Parlement, et j'espère que cette œuvre commencée à Montréal se continuera à Toronto et dans d'autres villes. Des événements importants viennent d'avoir lieu en Angleterre. La démocratie a triomphé dans les élections générales qui ont été tenues récemment et le caractère principal de ce triomphe a été l'élection d'un grand nombre de représentants du parti ouvrier. Parmi ceux-ci nous voyons le nom de M. John Burns, un homme qui s'est associé à la nationalisation des services publics en Angleterre et lorsque l'occasion s'est offerte au parti libéral anglais, il a fait de John Burns, l'ouvrier, un membre important du cabinet. Au Canada cependant le parti libéral semble avoir honte de favoriser la nationalisation des services publics. Il en répudie le principe et se range du côté des trusts et des grandes compagnies contre les ouvriers.

Cette élection générale en Angleterre a un autre caractère très significatif qui touche à une question importante que nous devons discuter cette après-midi. Ce caractère principal est que l'ex-gouvernement a été renversé parce qu'il a voulu régenter le corps important des non-conformistes en Angleterre en matière d'éducation. On a porté trop d'attention au Canada à ce côté de l'élection, mais il n'en n'est pas moins établi d'une façon éclatante que le gouvernement conservateur qui a voulu régenter les non-conformistes en Angleterre en matières d'éducation, a été battu plus complètement que jamais aucun gouvernement ne l'avait été dans la mère-patrie.

Le premier ministre et d'autres nous ont dit que la Chambre n'aurait réellement rien à faire pendant cette session, et que nous ne sommes ici que pour quelques mois. On nous dit que nous nous en irons bientôt, que nous reviendrons à l'automne compléter nos travaux et que le seul travail que nous aurons à faire à cette époque sera simplement la revision du tarif. Mais pourquoi donc nous